

§ 3. Le titulaire de compte est informé que si l'administrateur du registre soupçonne un risque quelconque que le registre soit utilisé aux fins de fraude, de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, il transmettra toutes les données pertinentes aux autorités compétentes, qui peuvent être, entre autres, le Procureur du Roi compétent, sans en donner notification au titulaire de compte.

Art. 16. Abrogation

L'arrêté royal du 9 juillet 2010 relatif à la gestion du registre de gaz à effet de serre de la Belgique et aux conditions applicables à ses utilisateurs est abrogé.

Art. 17. Entrée en vigueur

L'article 13, § 2 produit ses effets le 1^{er} janvier 2012.

Art. 18. Droit applicable et juridictions compétentes

La convention est régie, pour sa validité, son interprétation et son exécution, par le droit belge. Tout litige, relatif notamment à sa validité, à son interprétation ou à son exécution, sera soumis aux juridictions belges compétentes.

Art. 19. Exécution

Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions et le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

La Ministre de l'Environnement et de l'Energie,
M.-Ch. MARGHEM

§ 3. De rekeninghouder wordt erover ingelicht dat, als de register-administrateur een of ander risico vermoedt dat het register zou worden gebruikt voor fraude, het witwassen van geld of de financiering van terrorisme, hij alle relevante gegevens aan de bevoegde autoriteiten, die onder meer de Procureur des Konings kunnen zijn, zal doorgeven, echter zonder de rekeninghouder hiervan op de hoogte te stellen.

Art. 16. Opheffing

Het koninklijk besluit van 9 juli 2010 betreffende het beheer van het register voor broeikasgassen van België en de voorwaarden die van toepassing zijn op de gebruikers ervan wordt opgeheven.

Art. 17. Inwerktreding

Het artikel 13, § 2, heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2012.

Art. 18. Toepasselijk recht en bevoegde rechtbanken

De overeenkomst wordt voor de geldigheid, de interpretatie en de uitvoering ervan beheerst door het Belgisch recht. Elk geschil, met name over de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van de overeenkomst, wordt aan de bevoegde Belgische rechtbanken voorgelegd.

Art. 19. Uitvoering

De Minister bevoegd voor Justitie en de Minister bevoegd voor Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Leefmilieu en Energie,
M.-Ch. MARGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2017/40453]

21 JUILLET 2017. — Arrêté royal relatif à l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises ainsi qu'à l'inscription et à l'enregistrement dans le registre public des réviseurs d'entreprises

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, les articles 5 à 11, 30, § 5, et 145, 5°;

Vu l'arrêté royal du 30 avril 2007 relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises et au registre public;

Vu l'avis du Conseil supérieur des professions économiques du 18 janvier 2017;

Vu l'avis de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises du 27 janvier 2017;

Vu l'avis n° 61.249/1 du Conseil d'Etat, donné le 16 mai 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux réviseurs d'entreprises, aux contrôleurs légaux des comptes, aux cabinets d'audit, aux contrôleurs de pays tiers et aux entités d'audit de pays tiers.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° loi : la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises;

2° registre public : le registre public visé à l'article 10 de la loi;

3° Institut : l'Institut des Réviseurs d'Entreprises visé par l'article 64 de la loi;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2017/40453]

21 JULI 2017. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor alsook de inschrijving en registratie in het openbaar register van de bedrijfsrevisoren

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren, artikelen 5 tot 11, 30, § 5, en 145, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 april 2007 betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren en het openbaar register;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de economische beroepen van 18 januari 2017;

Gelet op het advies van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren van 27 januari 2017;

Gelet op het advies nr. 61.249/1 van de Raad van State, gegeven op 16 mei 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. § 1. Dit besluit is van toepassing op de bedrijfsrevisoren, de wettelijke auditors, de auditkantoren, de auditors en auditororganisaties van derde landen.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° wet : de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren;

2° openbaar register : het register bedoeld in artikel 10 van de wet;

3° Instituut : het Instituut van de Bedrijfsrevisoren bedoeld in artikel 64 van de wet;

4° Collège : le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises, créé par l'article 32 de la loi.

CHAPITRE 2. — Octroi de la qualité de réviseur d'entreprises

Section 1^{re}. — Personne physique ressortissante d'un Etat membre

Art. 2. § 1^{er}. Toute personne physique ressortissante d'un Etat membre qui remplit les conditions visées à l'article 5 de la loi peut demander à l'Institut l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises.

Cette demande est accompagnée d'un dossier réunissant les pièces nécessaires pour juger les conditions d'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises.

§ 2. L'Institut fait parvenir au président de la Cour d'appel de Bruxelles ou de Liège un extrait de la décision d'admission à la prestation de serment.

Le candidat réviseur d'entreprises prête serment le jour et l'heure fixés par le président de la Cour d'appel compétente.

Le greffe de la Cour d'appel informe l'Institut de la prestation de serment effectuée et délivre à l'intéressé un extrait du procès-verbal de l'audience.

§ 3. Sur présentation de l'extrait du procès-verbal de l'audience qui confirme la prestation de serment, le candidat réviseur d'entreprises est inscrit au registre public en tant que réviseur d'entreprises à partir du jour de la décision du Collège visée à l'article 41, § 2, alinéa 5, de la loi.

Art. 3. L'Institut statue sur la demande visée à l'article 2, § 1^{er}, et communique sa décision au Collège, conformément à l'article 41, § 2, alinéa 3, de la loi, au plus tard trois mois après l'introduction par le demandeur de toutes les pièces requises.

Lorsque l'Institut constate que le demandeur ne remplit pas les conditions requises pour l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises, il lui notifie sa décision motivée.

Section 2. — Personne physique ressortissante d'un pays tiers

Art. 4. § 1^{er}. Toute personne physique ressortissante d'un pays tiers qui remplit les conditions visées à l'article 7 de la loi, peut demander à l'Institut l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises.

Cette demande est accompagnée d'un dossier réunissant au moins les informations et documents suivants :

1° un extrait d'acte de naissance et un certificat de nationalité;

2° une attestation concernant l'honorabilité délivrée par un fonctionnaire compétent du pays tiers. Si la délivrance d'une telle attestation n'est pas réglée dans le pays tiers concerné, la personne physique transmet une déclaration écrite dans laquelle elle affirme satisfaire à la condition prévue à l'article 7, § 1, 3°, de la loi;

3° l'adresse de l'établissement en Belgique destiné à l'exercice des activités professionnelles et à la conservation des actes, documents et correspondance s'y rapportant;

4° une attestation délivrée par l'autorité compétente du pays tiers certifiant que les réviseurs d'entreprises bénéficient de la réciprocité sur le territoire de ce pays tiers en ce qui concerne l'accès à la profession;

5° dans le cas visé à l'article 7, § 2, de la loi, une attestation délivrée par l'autorité compétente du pays tiers qui certifie que la personne concernée possède dans ce pays tiers une qualité équivalente à celle de réviseur d'entreprises.

§ 2. L'Institut transmet au président de la Cour d'appel de Bruxelles ou de Liège une copie de la décision d'admission à la prestation de serment.

Le candidat réviseur d'entreprises prête serment le jour et l'heure fixés par le président de la Cour d'appel compétente.

Le greffe de la Cour d'appel informe l'Institut de la prestation de serment reçue et délivre à l'intéressé un extrait du procès-verbal de l'audience.

Art. 5. § 1^{er}. L'Institut statue sur la demande visée à l'article 4, § 1^{er}, et communique sa décision au Collège, conformément à l'article 41, § 2, alinéa 3, de la loi, au plus tard trois mois après l'introduction par le demandeur de toutes les pièces requises.

Lorsque l'Institut constate que le demandeur ne remplit pas les conditions requises pour l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises, il lui notifie sa décision motivée.

4° College : het College van toezicht op de bedrijfsrevisoren, opgericht bij artikel 32 van de wet.

HOOFDSTUK 2. — Toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor

Afdeling 1. — Natuurlijke persoon, onderdaan van een lidstaat

Art. 2. § 1. Ieder natuurlijk persoon, onderdaan van een lidstaat die de voorwaarden bedoeld in artikel 5 van de wet vervult, kan aan het Instituut de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor verzoeken.

Bij dit verzoek is een dossier gevoegd met de stukken vereist om de toekenningsvoorwaarden van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor te beoordelen.

§ 2. Het Instituut laat de voorzitter van het Hof van Beroep te Brussel of te Luik een uittreksel van het besluit van toelating tot de eedaflegging geworden.

De kandidaat-bedrijfsrevisor legt zijn eed af op de dag en het uur bepaald door de voorzitter van het bevoegde Hof van Beroep.

De griffier van het Hof van Beroep brengt het Instituut op de hoogte van de gedane eedaflegging en levert aan de betrokkene een uittreksel van het proces-verbaal van de zitting af.

§ 3. Op de voorlegging van het uittreksel van het proces-verbaal van de zitting die de eedaflegging bevestigt, wordt de kandidaat-bedrijfsrevisor vanaf de dag van de beslissing van het College bedoeld in artikel 41, § 2, vijfde lid, van de wet ingeschreven als bedrijfsrevisor in het openbaar register.

Art. 3. Het Instituut doet uitspraak over het in artikel 2, § 1, bedoelde verzoek en deelt zijn beslissing mee aan het College, overeenkomstig artikel 41, § 2, derde lid, van de wet, uiterlijk drie maanden na de indiening door de verzoeker van alle vereiste stukken.

Wanneer het Instituut vaststelt dat de verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden vereist voor de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor, brengt hij hem zijn gemotiveerde beslissing ter kennis.

Afdeling 2. — Natuurlijk persoon, onderdaan van een derde land

Art. 4. § 1. Iedere natuurlijke persoon, onderdaan van een derde land die de voorwaarden bedoeld in artikel 7 van de wet vervult, kan aan het Instituut de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor verzoeken.

Bij dit verzoek wordt een dossier gevoegd waarin minstens de volgende informatie en documenten steken :

1° een uittreksel uit de geboorteakte en een attest van nationaliteit;

2° een attest betreffende de betrouwbaarheid, afgegeven door een bevoegd ambtenaar van het derde land. Wanneer de afgifte van een zodanig attest in het betrokken derde land niet is geregeld, maakt de natuurlijke persoon een schriftelijke verklaring over waarin hij bevestigt te voldoen aan de voorwaarde vermeld in artikel 7, § 1, 3°, van de wet;

3° het adres van de vestiging in België bestemd voor de uitoefening van de beroepsactiviteiten en voor de bewaring van de daarmee samenhangende akten, documenten en briefwisseling;

4° een attest afgegeven door de bevoegde autoriteit van het derde land, waarin wordt gecertificeerd dat de bedrijfsrevisoren genieten van wederkerigheid op het grondgebied van dat derde land voor wat betreft de toegang tot het beroep;

5° in het geval bedoeld in artikel 7, § 2, van de wet, een attest afgegeven door de bevoegde autoriteit van het derde land, waarin wordt gecertificeerd dat de betrokken persoon over een gelijkwaardige hoedanigheid van bedrijfsrevisor in dit derde land beschikt.

§ 2. Het Instituut maakt aan de voorzitter van het Hof van Beroep te Brussel of te Luik een kopie van de beslissing tot toelating tot de eedaflegging over.

De kandidaat-bedrijfsrevisor legt zijn eed af op de dag en het uur bepaald door de voorzitter van het bevoegde Hof van Beroep.

De griffier van het Hof van Beroep brengt het Instituut op de hoogte van de gedane eedaflegging en levert aan de betrokkene een uittreksel van het proces-verbaal van de zitting af.

Art. 5. § 1. Het Instituut doet uitspraak over het in artikel 4, § 1, bedoelde verzoek en deelt zijn beslissing mee aan het College, overeenkomstig artikel 41, § 2, derde lid, van de wet, uiterlijk drie maanden na de indiening door de verzoeker van alle vereiste stukken.

Wanneer het Instituut vaststelt dat de verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden vereist voor de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor, brengt het hem zijn gemotiveerde beslissing ter kennis.

§ 2. Sur présentation de l'extrait du procès-verbal de l'audience, qui confirme la prestation de serment, le candidat réviseur d'entreprises est inscrit au registre public en tant que réviseur d'entreprises à partir du jour de la décision du Collège visée à l'article 41, § 2, alinéa 5, de la loi.

Art. 6. La personne physique ressortissant d'un pays tiers qui, en application de l'article 7, § 2, de la loi, a acquis la qualité de réviseur d'entreprises et qui perd dans son pays la qualité professionnelle dont elle s'est prévaluée lors de sa demande d'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises, peut, par décision de l'Institut, conserver sa qualité de réviseur d'entreprises en Belgique lorsqu'il est établi qu'elle a perdu sa qualité professionnelle dans son pays tiers pour des raisons autres que disciplinaires.

Section 3. — Personne morale ou entité, quelle que soit sa forme juridique, ayant son siège dans un Etat membre

Art. 7. § 1^{er}. Toute personne morale ou entité, quelle que soit sa forme juridique, ayant son siège dans un Etat membre et qui remplit les conditions visées à l'article 6 de la loi peut demander à l'Institut l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises.

§ 2. Cette demande est accompagnée d'un dossier réunissant au moins les informations et documents suivants :

1° les statuts ou, le cas échéant, une convention équivalente de la personne morale ou de l'entité;

2° les comptes annuels de la personne morale ou de l'entité des cinq derniers exercices ou depuis sa constitution, si celle-ci remonte à moins de cinq ans, sauf si ces comptes sont disponibles sur le site web de la Centrale des bilans ou un autre site officiel;

3° la dénomination, la forme juridique, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège social ainsi que, le cas échéant, l'adresse du site internet, le réseau auquel appartient la personne morale ou l'entité et l'adresse de chaque établissement en Belgique avec son numéro de l'unité d'établissement auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises;

4° le cas échéant, chaque numéro d'enregistrement de la personne morale ou de l'entité en tant que cabinet d'audit auprès d'autorités compétentes de tous les autres Etats membres et en tant qu'entité de droit de pays tiers auprès des autorités compétentes d'un ou plusieurs pays tiers, en ce compris s'il y a lieu la dénomination et les coordonnées de ces autorités;

5° le nom et le numéro d'inscription de tous les réviseurs d'entreprises personnes physiques employés par la personne morale ou l'entité ou en relation avec la personne morale ou l'entité, en indiquant le type de relation et s'ils ont le pouvoir de signature, et ceci le cas échéant par établissement en Belgique;

6° l'indication du ou des réviseurs d'entreprises personnes physiques qui effectuent le contrôle légal des comptes en qualité de représentant permanent de la personne morale ou de l'entité;

7° le nom ou la dénomination ainsi que l'adresse professionnelle de tous les actionnaires de la personne morale ou de l'entité;

8° le nom ou la dénomination ainsi que l'adresse professionnelle de tous les membres de l'organe de gestion ou de direction de la personne morale ou de l'entité;

9° la justification du respect des conditions imposées à la personne morale ou à l'entité par l'article 6, § 1^{er}, de la loi;

10° une description de l'organisation et du fonctionnement de la personne morale ou de l'entité, de ses méthodes de travail et des systèmes internes de contrôle de qualité qu'elle a mis en place.

Art. 8. § 1^{er}. L'Institut statue sur la demande visée à l'article 7, § 1^{er}, et communique sa décision au Collège, conformément à l'article 41, § 2, alinéa 3, de la loi, au plus tard trois mois après l'introduction par le demandeur de toutes les pièces requises.

Lorsque l'Institut constate que le demandeur ne remplit pas les conditions requises pour l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises, il lui notifie sa décision motivée.

§ 2. La personne morale ou l'entité est inscrite au registre public en tant que réviseur d'entreprises à partir du jour de la décision du Collège visée à l'article 41, § 2, alinéa 5, de la loi.

Section 4. — Entité de droit de pays tiers, autre qu'une personne physique

Art. 9. § 1^{er}. Toute entité de droit de pays tiers, autre qu'une personne physique, qui remplit les conditions visées à l'article 8 de la loi peut demander à l'Institut l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises.

§ 2. Op voorlegging van een uittreksel van het proces-verbaal van de zitting die de eedaflegging bevestigt, wordt de kandidaat-bedrijfsrevisor vanaf de dag van de beslissing van het College bedoeld in artikel 41, § 2, vijfde lid, van de wet, ingeschreven als bedrijfsrevisor in het openbaar register.

Art. 6. De natuurlijk persoon onderdaan van een derde land die, bij toepassing van artikel 7, § 2, van de wet, de hoedanigheid van bedrijfsrevisor heeft verkregen en die in zijn land de professionele hoedanigheid verliest waarop hij zich beroepen heeft bij zijn verzoek om toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor, kan, op beslissing van het Instituut, zijn hoedanigheid van bedrijfsrevisor in België behouden, wanneer is aangetoond dat hij zijn professionele hoedanigheid in zijn derde land om andere dan tuchtrechtelijke redenen is verloren.

Afdeling 3. — Rechtspersoon of entiteit met om het even welke rechtsvorm, met zijn zetel in een lidstaat

Art. 7. § 1. Iedere rechtspersoon of entiteit met om het even welke rechtsvorm, met zijn zetel in een lidstaat en die de voorwaarden bedoeld in artikel 6 van de wet vervult, kan aan het Instituut om de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor verzoeken.

§ 2. Bij dit verzoek wordt een dossier gevoegd waarin minstens de volgende informatie en documenten steken :

1° de statuten of, in voorkomend geval, een gelijkwaardige overeenkomst van de rechtspersoon of de entiteit;

2° de jaarrekening van de rechtspersoon of de entiteit over de laatste vijf boekjaren of sedert haar oprichting wanneer deze nog geen vijf jaar bestaat, behalve wanneer deze rekeningen beschikbaar zijn op de website van de Balanscentrale of een andere officiële site;

3° de benaming, de rechtsvorm, het ondernemingsnummer, het adres van de maatschappelijke zetel alsook, in voorkomend geval, het internetadres van de website, het netwerk waartoe de rechtspersoon of de entiteit behoort en het adres van elke vestiging in België met zijn nummer van vestigingseenheid bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;

4° in voorkomend geval, elk registratienummer van de rechtspersoon of de entiteit als auditkantoor bij de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten en als entiteit naar het recht van derde landen bij de bevoegde autoriteiten van een of meerdere derde landen, met inbegrip van desgevallend de benaming en de contactgegevens van deze autoriteiten;

5° de naam en het registratienummer van alle bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen werkzaam bij de rechtspersoon of de entiteit of die verbonden zijn aan de rechtspersoon of entiteit door het vermelden van het soort van relatie en of zij handtekeningsbevoegdheid hebben, dit, in voorkomend geval, per vestiging in België;

6° de aanduiding van de bedrijfsrevisor(en)-natuurlijk perso(o)n(en) die de wettelijke controle van de jaarrekening uitvoeren in hoedanigheid van vaste vertegenwoordiger van de rechtspersoon of de entiteit;

7° de naam of benaming alsook het kantooradres van alle aandeelhouders van de rechtspersoon of de entiteit;

8° de naam of benaming alsook het kantooradres van alle leden van het bestuurs- of leidinggevend orgaan van de rechtspersoon of de entiteit;

9° de verantwoording van de naleving van de voorwaarden opgelegd aan de rechtspersoon of de entiteit door artikel 6, § 1, van de wet;

10° een beschrijving van de organisatie en de werking van de rechtspersoon of entiteit, de werkmethode en interne systemen voor kwaliteitscontrole die zij heeft opgezet.

Art. 8. § 1. Het Instituut doet uitspraak over het in artikel 7, § 1, bedoelde verzoek en deelt zijn beslissing mee aan het College, overeenkomstig artikel 41, § 2, derde lid, van de wet, uiterlijk drie maanden na de indiening door de verzoeker van alle vereiste stukken.

Wanneer het Instituut vaststelt dat de verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden vereist voor de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor, brengt het hem zijn gemotiveerde beslissing ter kennis.

§ 2. De rechtspersoon of de entiteit wordt ingeschreven in het openbaar register als bedrijfsrevisor vanaf de dag van de beslissing van het College bedoeld in artikel 41, § 2, vijfde lid, van de wet.

Afdeling 4. — Entiteit, andere dan een natuurlijk persoon, naar het recht van derde landen

Art. 9. § 1. Iedere entiteit, andere dan een natuurlijke persoon, naar het recht van derde landen die de voorwaarden bedoeld in artikel 8 van de wet vervult, kan aan het Instituut de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor verzoeken.

§ 2. Cette demande est accompagnée d'un dossier réunissant au moins les informations et documents suivants :

1° les statuts ou, le cas échéant, une convention équivalente de l'entité;

2° les comptes annuels de l'entité des cinq derniers exercices ou depuis sa constitution si celle-ci remonte à moins de cinq ans;

3° la dénomination, la forme juridique, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège social ainsi que, le cas échéant, l'adresse du site internet et le réseau auquel appartient l'entité;

4° l'adresse de l'établissement en Belgique destiné à l'exercice des activités professionnelles et à la conservation des actes, documents et correspondance s'y rapportant;

5° le nom ou la dénomination ainsi que l'adresse professionnelle de tous les associés et de tous les membres de l'organe de gestion ou de direction de l'entité;

6° une attestation délivrée par l'autorité compétente du pays tiers certifiant que tous les associés, ainsi que les gérants et administrateurs, sont autorisés dans ce pays tiers à exercer le contrôle légal des comptes;

7° le nom des associés, administrateurs et gérants de l'entité qui ont la qualité de réviseur d'entreprises et qui exercent habituellement une activité professionnelle en Belgique;

8° une attestation délivrée par l'autorité compétente du pays tiers certifiant que les réviseurs d'entreprises bénéficient de la réciprocité sur le territoire de ce pays tiers en ce qui concerne l'accès à la profession;

9° une description de l'organisation et du fonctionnement de l'établissement belge de l'entité, de ses méthodes de travail et des systèmes internes de contrôle de qualité qu'elle a mis en place;

10° un document signé par l'organe compétent de l'entité confirmant les engagements visés à l'article 8, 7° et 8°, de la loi.

Art. 10. § 1^{er}. L'Institut statue sur la demande visée à l'article 9, § 1^{er}, et communique sa décision au Collège, conformément à l'article 41, § 2, alinéa 3, de la loi, au plus tard trois mois après l'introduction par le demandeur de toutes les pièces requises.

Lorsque l'Institut constate que le demandeur ne remplit pas les conditions requises pour l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises, il lui notifie sa décision motivée.

§ 2. L'entité est inscrite au registre public en tant que réviseur d'entreprises à partir du jour de la décision du Collège visée à l'article 41, § 2, alinéa 5, de la loi.

Art. 11. L'entité de droit d'un pays tiers, autre qu'une personne physique, qui, en application de l'article 9, a acquis la qualité de réviseur d'entreprises et qui perd dans son pays la qualité professionnelle dont elle s'est prévaluée lors de sa demande d'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises, peut, par décision de l'Institut, conserver sa qualité de réviseur d'entreprises en Belgique lorsqu'il est établi qu'elle a perdu sa qualité professionnelle dans son pays tiers pour des raisons autres que disciplinaires.

CHAPITRE 3. — Registre public

Section 1^{re}

Inscription des réviseurs d'entreprises personnes physiques

Art. 12. Le registre public, visé à l'article 10, § 1^{er}, de la loi, contient au moins les informations suivantes en ce qui concerne l'inscription des réviseurs d'entreprises personnes physiques :

1° le nom et le prénom, l'adresse professionnelle, le groupe linguistique choisi, français ou néerlandais, l'année de la prestation de serment et le numéro d'inscription;

2° le cas échéant, la dénomination, une adresse email, l'adresse du siège social, l'adresse du site internet et le numéro d'inscription ou d'enregistrement du ou des personnes morales ou entités qui emploient le réviseur d'entreprises personne physique, ou avec lequel celui-ci est en relation, en indiquant le type de relation et s'il a le pouvoir de signature;

3° le cas échéant, le nom du réseau auquel appartient le réviseur d'entreprises personne physique;

§ 2. Bij dit verzoek wordt een dossier gevoegd waarin minstens de volgende informatie en documenten steken :

1° de statuten of, in voorkomend geval, een gelijkwaardige overeenkomst van de entiteit;

2° de jaarrekening van de entiteit over de laatste vijf boekjaren of sedert haar oprichting wanneer deze nog geen vijf jaar bestaat;

3° de benaming, de rechtsvorm, het ondernemingsnummer, het adres van de maatschappelijke zetel alsook, in voorkomend geval, het internetadres van de website en het netwerk waartoe de entiteit behoort;

4° het adres van de vestiging in België bedoeld voor de uitoefening van de beroepsactiviteiten en voor de bewaring van de daarmee samenhangende akten, documenten en briefwisseling;

5° de naam of benaming alsook het kantooradres van alle vennoten en alle leden van het bestuurs- of leidinggevende orgaan van de entiteit;

6° een attest afgegeven door de bevoegde autoriteit van het derde land, waarin wordt gecertificeerd dat alle vennoten, alsook de zaakvoerders en bestuurders, in dat derde land gemachtigd zijn om de wettelijke controle van de jaarrekening uit te voeren;

7° de naam van de vennoten, bestuurders of zaakvoerders van de entiteit die de hoedanigheid van bedrijfsrevisor hebben en die gewoonlijk hun beroepsactiviteit in België uitoefenen;

8° een attest afgegeven door de bevoegde autoriteit van het derde land, waarin wordt gecertificeerd dat de bedrijfsrevisoren genieten van wederkerigheid op het grondgebied van dat derde land voor wat betreft de toegang tot het beroep;

9° een beschrijving van de organisatie en de werking van de Belgische vestiging van de entiteit, zijn werkmethode en de interne systemen voor kwaliteitscontrole die zij heeft opgezet;

10° een document ondertekend door het bevoegde orgaan van de entiteit waarbij de verbintenissen, bedoeld in artikel 8, 7° en 8°, van de wet, worden bevestigd.

Art. 10. § 1. Het Instituut doet uitspraak over het in artikel 9, § 1, bedoelde verzoek en deelt zijn beslissing mee aan het College, overeenkomstig artikel 41, § 2, derde lid, van de wet uiterlijk drie maanden na de indiening door de verzoeker van alle vereiste stukken.

Wanneer het Instituut vaststelt dat de verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden vereist voor de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor, brengt hij hem zijn gemotiveerde beslissing ter kennis.

§ 2. De entiteit wordt ingeschreven in het openbaar register als bedrijfsrevisor vanaf de dag van de beslissing van het College bedoeld in artikel 41, § 2, vijfde lid, van de wet.

Art. 11. De entiteit, andere dan een natuurlijk persoon, naar het recht van derde landen, die bij toepassing van artikel 9, de hoedanigheid van bedrijfsrevisor heeft verkregen en in zijn land de professionele hoedanigheid verliest waarop hij zich beroepen heeft bij zijn verzoek om toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor, kan, op beslissing van het Instituut, zijn hoedanigheid van bedrijfsrevisor in België behouden, wanneer is aangetoond dat hij zijn professionele hoedanigheid in het derde land om andere dan tuchtrechtelijke redenen heeft verloren.

HOOFDSTUK 3. — Openbaar register

Afdeling 1

Inschrijving van bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen

Art. 12. Het openbaar register, bedoeld in artikel 10, § 1, van de wet, bevat ten minste de volgende gegevens omtrent de inschrijving van bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen :

1° de naam en de voornaam, het kantooradres, de gekozen taalgroep, Nederlands of Frans, het jaar van de eedaflegging en het inschrijvingsnummer;

2° in voorkomend geval, de benaming, een e-mailadres, het adres van de maatschappelijke zetel, het internetadres en het inschrijvingsnummer of registratienummer van de rechtspersoon(en) of entiteiten waarbij de bedrijfsrevisor-natuurlijk persoon werkzaam is of waaraan hij verbonden is, door het vermelden van het soort van relatie en of hij handtekeningbevoegdheid heeft;

3° in voorkomend geval, de naam van het netwerk waartoe de bedrijfsrevisor-natuurlijk persoon behoort;

4° le cas échéant, chaque numéro d'enregistrement du réviseur d'entreprises personne physique en tant que contrôleur légal des comptes auprès des autorités compétentes d'un ou plusieurs autres Etats membres de l'Union européenne ou en tant que contrôleur auprès des autorités compétentes d'un ou plusieurs pays tiers, en ce compris s'il y a lieu la dénomination et les coordonnées de ces autorités.

Section 2. — Inscription des cabinets de révision

Art. 13. Le registre public, visé à l'article 10, § 1^{er}, de la loi, contient au moins les informations suivantes en ce qui concerne l'inscription des cabinets de révision :

1° la dénomination, la forme juridique, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège social ainsi que l'année d'inscription et le numéro d'inscription;

2° les coordonnées de contact, le premier interlocuteur à contacter lequel doit avoir la qualité de réviseur d'entreprises et, le cas échéant, l'adresse du site internet;

3° l'adresse de chaque établissement en Belgique;

4° le nom et le numéro d'inscription de tous les réviseurs d'entreprises personnes physiques employés par le cabinet de révision ou en relation avec le cabinet de révision, en indiquant le type de relation et s'ils ont le pouvoir de signature, et ceci le cas échéant par établissement en Belgique;

5° le nom ou la dénomination ainsi que l'adresse professionnelle de tous les associés et actionnaires;

6° le nom ou la dénomination ainsi que l'adresse professionnelle de tous les membres de l'organe de gestion ou de direction;

7° le cas échéant, le nom du réseau auquel appartient le cabinet de révision ainsi que la liste des noms et des adresses des cabinets membres de ce réseau et des entités affiliées, ou, à défaut, l'indication de l'endroit où ces informations sont accessibles au public;

8° le cas échéant, chaque numéro d'enregistrement du cabinet de révision en tant que cabinet d'audit auprès des autorités compétentes d'un ou plusieurs autres Etats membres et en tant qu'entité de droit de pays tiers auprès des autorités compétentes d'un ou plusieurs pays tiers, en ce compris la dénomination et les coordonnées de ces autorités.

Section 3. — Enregistrement des cabinets d'audit

Art. 14. Le registre public, visé à l'article 10, § 2, de la loi, contient au moins les informations suivantes en ce qui concerne l'enregistrement des cabinets d'audit :

1° la dénomination, la forme juridique, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège social ainsi que l'année d'enregistrement et le numéro d'enregistrement;

2° les coordonnées de contact, le premier interlocuteur à contacter et, le cas échéant, l'adresse du site internet et le nom du réseau auquel appartient le cabinet d'audit;

3° le nom et le numéro d'inscription du représentant permanent visé à l'article 10, § 2, 1°, de la loi;

4° chaque numéro d'enregistrement en tant que cabinet d'audit auprès des autorités compétentes d'un ou plusieurs autres Etats membres et en tant qu'entité d'audit de pays tiers.

Section 4. — Enregistrement des contrôleurs de pays tiers

Art. 15. Le registre public, visé à l'article 10, § 3, de la loi, contient au moins les informations suivantes en ce qui concerne l'enregistrement des contrôleurs de pays tiers :

1° le nom et le prénom, le numéro d'enregistrement;

2° chaque numéro d'enregistrement du contrôleur de pays tiers auprès des autorités compétentes d'un ou plusieurs pays tiers, en ce compris la dénomination et les coordonnées de ces autorités;

3° le cas échéant, la dénomination, l'adresse du siège social et le numéro d'enregistrement du ou des entités qui emploient le contrôleur de pays tiers, ou avec lequel celui-ci est en relation, en indiquant le type de relation et s'il a le pouvoir de signature.

Section 5. — Enregistrement des entités d'audit de pays tiers

Art. 16. Le registre public, visé à l'article 10, § 3, de la loi, contient au moins les informations suivantes en ce qui concerne l'enregistrement des entités d'audit de pays tiers :

1° la dénomination, la forme juridique, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège social ainsi que la date d'enregistrement et le numéro d'enregistrement;

4° in voorkomend geval, elk registratienummer van de bedrijfsrevisor-natuurlijk persoon als wettelijke auditor bij bevoegde autoriteiten van een of meerdere andere lidstaten van de Europese Unie of als auditor in een derde land bij bevoegde autoriteiten van een of meerdere derde landen, met inbegrip van desgevallend de benaming en de contactgegevens van deze autoriteiten.

Afdeling 2. — Inschrijving van de bedrijfsrevisorenkantoren

Art. 13. Het openbaar register, bedoeld in artikel 10, § 1, van de wet, bevat ten minste de volgende gegevens omtrent de inschrijving van bedrijfsrevisorenkantoren :

1° de benaming, de rechtsvorm, het ondernemingsnummer, het adres van de maatschappelijke zetel, alsook het jaar van inschrijving en het inschrijvingsnummer;

2° de contactgegevens, de voornaamste contactpersoon die de hoedanigheid van bedrijfsrevisor heeft en, in voorkomend geval, het internetadres van de website;

3° het adres van elke vestiging in België;

4° de naam en het inschrijvingsnummer van alle bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen werkzaam bij het bedrijfsrevisorenkantoor of die verbonden zijn aan het bedrijfsrevisorenkantoor door het vermelden van het soort van relatie en of zij handtekeningsbevoegdheid hebben, dit, in voorkomend geval, per vestiging in België;

5° de naam of benaming alsook het kantooradres van alle vennoten en aandeelhouders;

6° de naam of benaming alsook het kantooradres van alle leden van het bestuurs- of leidinggevende orgaan;

7° in voorkomend geval, de naam van het netwerk waartoe het bedrijfsrevisorenkantoor behoort alsook de lijst met de namen en adressen van de daartoe behorende kantoren en zijn aangesloten entiteiten, of bij gebrek eraan, de vermelding van de plaats waar deze gegevens toegankelijk zijn voor het publiek;

8° in voorkomend geval, elk registratienummer van het bedrijfsrevisorenkantoor als auditkantoor bij bevoegde autoriteiten van een of meerdere andere lidstaten en als entiteit naar het recht van derde landen bij bevoegde autoriteiten van een of meerdere derde landen, met inbegrip van de benaming en de contactgegevens van deze autoriteiten.

Afdeling 3. — Registratie van auditkantoren

Art. 14. Het openbaar register, bedoeld in artikel 10, § 2, van de wet, bevat ten minste de volgende gegevens omtrent de registratie van auditkantoren :

1° de benaming, de rechtsvorm, het ondernemingsnummer, het adres van de maatschappelijke zetel, alsook het jaar van registratie en het registratienummer;

2° de contactgegevens, de voornaamste contactpersoon en, in voorkomend geval, het internetadres van de website en de naam van het netwerk waartoe het auditkantoor behoort;

3° de naam en het inschrijvingsnummer van de vaste vertegenwoordiger bedoeld in artikel 10, § 2, 1°, van de wet;

4° elk registratienummer als auditkantoor bij bevoegde autoriteiten van een of meerdere andere lidstaten en als auditororganisatie van een derde land.

Afdeling 4. — Registratie van auditoren van derde landen

Art. 15. Het openbaar register, bedoeld in artikel 10, § 3, van de wet, bevat ten minste de volgende gegevens omtrent de registratie van auditoren van derde landen :

1° de naam en voornaam, het registratienummer;

2° elk registratienummer van de auditor van een derde land bij de bevoegde autoriteiten van een of meerdere derde landen, met inbegrip van de benaming en de contactgegevens van deze autoriteiten;

3° in voorkomend geval, de benaming, het adres van de maatschappelijke zetel en het registratienummer van de entiteit(en) waarbij de auditor van een derde land werkzaam is of waaraan hij verbonden is door het vermelden van het soort van relatie en of hij handtekeningsbevoegdheid heeft.

Afdeling 5. — Registratie van auditororganisaties van een derde land

Art. 16. Het openbaar register, bedoeld in artikel 10, § 3, van de wet, bevat ten minste de volgende gegevens omtrent de registratie van auditororganisaties van derde landen :

1° de benaming, de rechtsvorm, het ondernemingsnummer, het adres van de maatschappelijke zetel, alsook het jaar van registratie en het registratienummer;

2° les coordonnées de contact, le premier interlocuteur à contacter et, le cas échéant, l'adresse du site internet et le réseau auquel appartient l'entité;

3° chaque numéro d'enregistrement de l'entité auprès des autorités compétentes d'un ou plusieurs pays tiers, et auprès des autorités compétentes d'un ou plusieurs Etats membres, en ce compris la dénomination et les coordonnées de ces autorités;

4° le nom et le numéro d'enregistrement de tous les contrôleurs de pays tiers employés par l'entité ou en relation avec celle-ci, en indiquant le type de relation et s'ils ont le pouvoir de signature.

Section 6. — Dispositions communes

Art. 17. § 1^{er}. Conformément aux articles 10, § 1^{er} et 41, § 1^{er}, 2°, de la loi, le registre public est tenu et mis à jour par l'Institut, sous la responsabilité du Collège, sous la forme d'une base de données électronique accessible via un site internet et qui indique pour chaque personne ou entité concernée la date de la dernière mise à jour.

§ 2. Le registre public est actualisé aussitôt que possible par l'Institut après la notification faite par la personne ou l'entité concernée, dans un délai d'un mois, de toute modification des données reprises dans le registre public.

La personne ou l'entité concernée signe les données fournies.

L'Institut détermine les données qui sont actualisées directement par les réviseurs d'entreprises, par voie électronique, au moyen d'un portail sécurisé disponible sur le site internet de l'Institut.

§ 3. Les réviseurs d'entreprises confirment annuellement à l'Institut que les données reprises dans le registre public qui les concernent sont complètes et à jour.

Art. 18. § 1^{er}. L'Institut ouvre un dossier au nom de chaque réviseur d'entreprises. Le dossier comprend les documents transmis lors de la demande d'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises ainsi que les informations reprises dans le registre public.

§ 2. Outre les documents et informations visés au paragraphe 1^{er}, sont également versées au dossier les informations suivantes que les réviseurs d'entreprises sont tenus de communiquer :

1° les actes et publications qui justifient le cas échéant des modifications devant être apportées au registre public;

2° toute procédure judiciaire, disciplinaire ou administrative dont fait l'objet le réviseur d'entreprises, conformément à l'article 53, § 4, de la loi;

3° toute sanction disciplinaire, administrative ou pénale prises à l'égard du réviseur d'entreprises conformément à l'article 53, § 4, de la loi;

4° la mention suivant laquelle des prestations sont effectuées ou non pour des entités d'intérêt public;

5° la mention suivant laquelle des missions révisoriales sont effectuées ou non;

6° la mention suivant laquelle le réviseur d'entreprises a fait couvrir sa responsabilité professionnelle par un contrat d'assurance adéquat tel que prescrit par l'article 24, § 2, de la loi;

7° le cas échéant, le rappel à l'ordre devenu définitif visé à l'article 81, § 3, de la loi;

8° en ce qui concerne les cabinets de révision, la liste des sociétés affiliées au cabinet de révision et la liste des cabinets de révision, des cabinets d'audit et des entités d'audit de pays tiers dans lesquels le cabinet de révision détient des actions ou parts.

Art. 19. § 1^{er}. L'Institut ouvre un dossier au nom de chaque cabinet d'audit enregistré, contrôleur de pays tiers enregistré et entité d'audit de pays tiers enregistrée. Le dossier comprend les documents transmis lors de la demande d'enregistrement ainsi que les informations reprises dans le registre public.

§ 2. Outre les documents et informations visés au paragraphe 1^{er}, sont également versées au dossier les informations suivantes que les cabinets d'audit enregistrés, les contrôleurs de pays tiers enregistrés et les entités d'audit de pays tiers enregistrés sont tenus de communiquer :

1° les actes et publications qui justifient le cas échéant des modifications devant être apportées au registre public;

2° la mention suivant laquelle des prestations sont ou non effectuées pour des entités d'intérêt public en Belgique.

2° de contactgegevens, de voornaamste contactpersoon en, in voorkomend geval, het internetadres van de website en het netwerk waartoe het auditkantoor behoort;

3° elk registratienummer van de organisatie bij bevoegde autoriteiten van een of meerdere andere derde landen, en bij bevoegde autoriteiten van een of meerdere lidstaten, met inbegrip van de benaming en de contactgegevens van deze autoriteiten;

4° de naam en het registratienummer van alle auditors van derde landen werkzaam bij de entiteit of waaraan zij verbonden zijn door het vermelden van het soort van relatie en of zij handtekeningsbevoegdheid hebben.

Afdeling 6. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 17. § 1. Overeenkomstig de artikelen 10, § 1 en 41, § 1, 2°, van de wet, wordt het openbaar register gehouden en bijgewerkt door het Instituut, onder de verantwoordelijkheid van het College, onder de vorm van een elektronische gegevensbank die toegankelijk is via een website en die voor elke persoon of entiteit de datum aangeeft van de laatste bijwerking.

§ 2. Het openbaar register wordt zo spoedig mogelijk door het Instituut bijgewerkt na de kennisgeving binnen een termijn van een maand door de persoon of entiteit van elke wijziging in de gegevens die in het openbaar register zijn opgenomen.

De betrokken persoon of entiteit ondertekent de verstrekte gegevens.

Het Instituut bepaalt de gegevens die door de bedrijfsrevisoren rechtstreeks worden bijgewerkt via elektronische weg, door middel van een beveiligde portaalwebsite beschikbaar op de website van het Instituut.

§ 3. De bedrijfsrevisoren bevestigen jaarlijks aan het Instituut dat de op hen betrekking hebbende gegevens opgenomen in het openbaar register volledig en actueel zijn.

Art. 18. § 1. Het Instituut opent een dossier op naam van elke bedrijfsrevisor. Het dossier bevat de documenten die bij het verzoek om de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor werden overgemaakt, alsook de informatie opgenomen in het openbaar register.

§ 2. Naast de documenten en informatie bedoeld in paragraaf 1 wordt de volgende informatie eveneens toegevoegd aan het dossier die de bedrijfsrevisoren dienen mee te delen :

1° de akten en bekendmakingen, die de wijzigingen in het openbaar register desgevallend staven;

2° elke gerechtelijke, tuchtrechtelijke of administratieve procedure waarvan de bedrijfsrevisor het onderwerp uitmaakt, overeenkomstig artikel 53, § 4, van de wet;

3° elke tuchtrechtelijke, administratieve of strafrechtelijke sanctie die de bedrijfsrevisor werd opgelegd, overeenkomstig artikel 53, § 4, van de wet;

4° de melding of al dan niet diensten worden verstrekt aan organisaties van openbaar belang;

5° de melding of er al dan niet revisorale opdrachten zijn uitgevoerd;

6° de melding of de bedrijfsrevisor zijn beroepsaansprakelijkheid heeft laten dekken door een adequaat verzekeringscontract zoals voorgeschreven door artikel 24, § 2, van de wet;

7° in voorkomend geval, de definitief geworden terechtwijziging bedoeld in artikel 81, § 3, van de wet;

8° voor wat betreft de bedrijfsrevisorenkantoren, de lijst van de vennootschappen aangesloten bij het bedrijfsrevisorenkantoor en de lijst van de bedrijfsrevisorenkantoren, de auditkantoren en de auditororganisaties van derde landen waarin het bedrijfsrevisorenkantoor aandelen of deelbewijzen bezit.

Art. 19. § 1. Het Instituut opent een dossier op naam van elk geregistreerd auditkantoor, geregistreerde auditor of auditororganisatie van een derde land. Het dossier bevat de documenten die bij het verzoek om registratie werden overgemaakt, alsook de informatie opgenomen in het openbaar register.

§ 2. Naast de documenten en informatie bedoeld in paragraaf 1 wordt de volgende informatie eveneens toegevoegd aan het dossier die door de geregistreerde auditkantoren, de geregistreerde auditors en auditororganisaties van een derde land dienen te worden meegedeeld :

1° de akten en bekendmakingen, die de wijzigingen in het openbaar register desgevallend staven;

2° de melding of al dan niet diensten worden verstrekt aan organisaties van openbaar belang in België.

§ 3. Conformément à l'article 10, §§ 2 et 3, de la loi, les cabinets d'audit enregistrés, les contrôleurs de pays tiers enregistrés et des entités d'audit de pays tiers enregistrées sont mentionnés en cette qualité dans le registre public de manière distincte et non en tant que réviseur d'entreprises.

CHAPITRE 4. — Réviseur d'entreprises temporairement empêché

Art. 20. § 1^{er}. Le réviseur d'entreprises personne physique qui, conformément à l'article 30 de la loi, se déclare auprès de l'Institut empêché d'exercer des missions révisorales est mentionné au registre public en qualité de « réviseur d'entreprises temporairement empêché ».

L'Institut statue sans délai indu sur la déclaration d'empêchement qui lui est communiquée.

§ 2. La déclaration d'empêchement est introduite auprès de l'Institut au plus tard dans les quinze jours à partir duquel la situation d'empêchement a pris cours. La déclaration est introduite au moyen d'un courrier recommandé adressé à l'Institut ou au moyen d'un formulaire électronique disponible sur le site internet de l'Institut.

§ 3. L'Institut informe sans délai indu le Collège de la déclaration d'empêchement.

§ 4. Le réviseur d'entreprises qui omet d'effectuer la déclaration d'empêchement dans le délai visé au paragraphe 2 est, le cas échéant, soumis à une des mesures visées à l'article 59 de la loi.

Art. 21. § 1^{er}. Tout réviseur d'entreprises temporairement empêché peut solliciter auprès de l'Institut l'autorisation de pouvoir à nouveau exercer des missions révisorales lorsque la situation d'empêchement a pris fin.

§ 2. La demande d'autorisation contient une déclaration du réviseur d'entreprises concerné selon laquelle il ne se trouve plus dans l'une des situations d'incompatibilité visées à l'article 29, § 2, de la loi.

Le réviseur d'entreprises joint à sa déclaration tout élément prouvant que la situation d'empêchement a pris fin.

L'Institut prend, au plus tard dans le mois de la réception de la demande d'autorisation, une décision relative à l'acceptation ou au refus de cette demande. En cas d'acceptation, le réviseur d'entreprises n'est plus mentionné au registre public en tant que « réviseur d'entreprises temporairement empêché ».

L'Institut en informe sans délai indu le Collège.

§ 3. Lorsque la demande d'autorisation est introduite par le réviseur d'entreprises plus de cinq années après son inscription au registre public en qualité de « réviseur d'entreprises temporairement empêché », il présente en outre une épreuve orale qui est confiée par le Conseil à un jury composé de trois membres du Conseil appartenant au même rôle linguistique que le candidat.

CHAPITRE 5. — Suspension, perte de la qualité de réviseur d'entreprises et réinscription au registre public

Art. 22. § 1^{er}. Le réviseur d'entreprises qui se trouve dans l'impossibilité d'exercer sa profession suite à une suspension immédiate, une injonction de s'abstenir provisoirement de toute prestation de service professionnel ou de certaines prestations de services ou une interdiction temporaire, prononcée respectivement en vertu de l'article 57, § 1^{er}, alinéa 2, de l'article 57, § 1^{er}, alinéa 3, 3^o, ou de l'article 59, § 1^{er}, 4^o, de la loi, n'est pour la durée de la mesure plus mentionné au registre public en qualité de réviseur d'entreprises.

§ 2. Conformément à l'article 45, § 1^{er}, 9^o, de la loi, le Collège informe sans délai indu l'Institut lorsqu'une telle mesure de suspension immédiate, d'abstention provisoire ou d'interdiction temporaire est prise à l'égard du réviseur d'entreprises.

§ 3. Le réviseur d'entreprises est à nouveau mentionné au registre public lorsque la mesure rendant impossible l'exercice de sa profession a pris fin.

Art. 23. § 1^{er}. Le réviseur d'entreprises qui, conformément à l'article 9, § 1^{er}, 2^o, de la loi, demande le retrait de sa qualité de réviseur d'entreprises perd cette qualité à partir du jour de la décision du Collège visée à l'article 41, § 2, alinéa 5, de la loi.

La demande de retrait est présentée à l'Institut, ainsi qu'au Collège dans le cas visé à l'article 9, § 2, de la loi. Cette demande contient une déclaration du réviseur d'entreprises concerné selon laquelle il a mené à bien toutes les missions dont il avait été chargé comme réviseur

§ 3. Overeenkomstig artikel 10, §§ 2 en 3, van de wet worden de geregistreerde auditkantoren, de geregistreerde auditors en auditkantoren van derde landen in die hoedanigheid afzonderlijk vermeld in het openbaar register en niet als bedrijfsrevisor.

HOOFDSTUK 4. — Tijdelijk verhinderd bedrijfsrevisor

Art. 20. § 1. De bedrijfsrevisor-natuurlijk persoon die, overeenkomstig artikel 30 van de wet, zich verhinderd verklaart bij het Instituut om revisorale opdrachten uit te oefenen, wordt in het openbaar register vermeld in de hoedanigheid van "tijdelijk verhinderd bedrijfsrevisor".

Het Instituut doet zonder onnodige vertraging uitspraak over de aan hem overgemaakte verklaring van verhindering.

§ 2. De verklaring van verhindering wordt bij het Instituut ingediend ten laatste binnen de vijftien dagen volgend op de dag waarop de situatie van verhindering gestart is. De verklaring wordt ingediend via een aangetekende zending gericht aan het Instituut of via een elektronisch formulier beschikbaar op de website van het Instituut.

§ 3. Het Instituut informeert zonder onnodige vertraging het College van de verklaring van verhindering.

§ 4. De bedrijfsrevisor die nalaat om de verklaring van verhindering in te dienen binnen de termijn bedoeld in paragraaf 2, kan, in voorkomend geval, het voorwerp uitmaken van een van de maatregelen bedoeld in artikel 59 van de wet.

Art. 21. § 1. Elke tijdelijk verhinderde bedrijfsrevisor kan bij het Instituut de toelating verzoeken om opnieuw revisorale opdrachten uit te voeren, wanneer de situatie van verhindering is beëindigd.

§ 2. Het verzoek om toelating bevat een verklaring van de betrokken bedrijfsrevisor waaruit blijkt dat hij zich niet meer in een van de situaties van onverenigbaarheid, bedoeld in artikel 29, § 2, van de wet, bevindt.

De bedrijfsrevisor voegt aan zijn verklaring elke element toe dat aantoonst dat de situatie van verhindering is beëindigd.

Het Instituut neemt een beslissing, ten laatste binnen de maand na de ontvangst van het verzoek om toelating, betreffende de aanvaarding of weigering van dit verzoek. Ingeval van aanvaarding wordt de bedrijfsrevisor in het openbaar register niet meer vermeld met de vermelding "tijdelijk verhinderd bedrijfsrevisor".

Het Instituut brengt zonder onnodige vertraging het College ervan op de hoogte.

§ 3. Wanneer het verzoek om toelating door de bedrijfsrevisor wordt ingediend meer dan vijf jaar na zijn inschrijving in het openbaar register in de hoedanigheid van « tijdelijk verhinderd bedrijfsrevisor », legt hij bovendien een mondelinge proef af die door de Raad wordt toevertrouwd aan een jury samengesteld uit drie Raadsleden die op dezelfde taalrol zijn ingeschreven als deze van de kandidaat.

HOOFDSTUK 5. — Schorsing, verlies van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor en de herinschrijving in het openbaar register

Art. 22. § 1. De bedrijfsrevisor die zich in de onmogelijkheid bevindt om het beroep uit te oefenen als gevolg van een onmiddellijke schorsing, een aanmaning om zich voorlopig van iedere beroepsmatige dienstverlening of van bepaalde dienstverlening te onthouden of een tijdelijk verbod, uitgesproken krachtens respectievelijk artikel 57, § 1, tweede lid, artikel 57, § 1, derde lid, 3^o, of artikel 59, § 1, 4^o, van de wet, wordt voor de duur van de maatregel niet meer vermeld in het openbaar register in de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

§ 2. Overeenkomstig artikel 45, § 1, 9^o, van de wet, informeert het College zonder onnodige vertraging het Instituut wanneer een dergelijke maatregel van onmiddellijke schorsing, een voorlopige onthouding of een tijdelijk verbod, wordt genomen ten aanzien van de bedrijfsrevisor.

§ 3. De bedrijfsrevisor wordt opnieuw in het openbaar register vermeld wanneer de maatregel die de uitoefening van zijn beroep onmogelijk maakte, beëindigd is.

Art. 23. § 1. De bedrijfsrevisor die, overeenkomstig artikel 9, § 1, 2^o, van de wet, de intrekking van zijn hoedanigheid als bedrijfsrevisor vraagt, verliest deze hoedanigheid vanaf de dag van de beslissing van het College bedoeld in artikel 41, § 2, vijfde lid, van de wet.

Het verzoek om intrekking wordt ingediend bij het Instituut, in het geval van artikel 9, § 2, van de wet eveneens bij het College. Dit verzoek bevat een verklaring van de betrokken bedrijfsrevisor dat hij alle opdrachten, waarmee hij als bedrijfsrevisor werd belast, tot een goed

d'entreprises ou qu'il les a confiées à un autre réviseur d'entreprises, ainsi qu'une déclaration selon laquelle qu'il n'a pas accepté de mandat ou de fonction visés à l'article 133, § 3, du Code des sociétés.

L'Institut statue sur la demande de retrait et communique sa décision au Collège, conformément à l'article 41, § 2, alinéa 3, de la loi, au plus tard dans les trois mois de l'envoi de la demande de retrait. En cas d'acceptation, le réviseur d'entreprises est désinscrit du registre public.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, le cabinet de révision qui demande le retrait de la qualité de réviseur d'entreprises apporte en outre la preuve que ses statuts, ou le cas échéant la convention équivalente, ne réfèrent plus à l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises.

§ 3. L'Institut peut refuser le retrait de la qualité de réviseur d'entreprises s'il existe des indices selon lesquels les déclarations visées au paragraphe 1^{er} sont inexactes.

Art. 24. Le cabinet de révision en liquidation ne peut être maintenu au registre public que pendant une période d'une année à compter de la date de la dissolution. Il est rayé d'office du registre public à l'expiration de cette période.

CHAPITRE 6. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 25. L'arrêté royal du 30 avril 2007 relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises et au registre public est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 26. A l'égard du réviseur d'entreprises qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, est mentionné au registre public en qualité de « réviseur d'entreprises temporairement empêché », la période visée à l'article 21, § 3, ne commence à courir qu'à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 27. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

einde heeft gebracht of aan een andere bedrijfsrevisor heeft toevertrouwd, evenals de verklaring dat hij geen mandaat of functie bedoeld in artikel 133, § 3, van het Wetboek van vennootschappen heeft aanvaard.

Het Instituut doet uitspraak over het verzoek om intrekking en deelt zijn beslissing mee aan het College, overeenkomstig artikel 41, § 2, derde lid, van de wet, uiterlijk drie maanden na het toezenden van het verzoek om intrekking. Bij aanvaarding wordt de bedrijfsrevisor uitgeschreven uit het openbaar register.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1, levert het bedrijfsrevisorenkantoor dat om de intrekking van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor verzoekt, het bewijs dat de statuten, of in voorkomend geval de gelijkwaardige overeenkomst, niet langer verwijzen naar de uitoefening van het beroep van bedrijfsrevisor.

§ 3. Het Instituut kan de intrekking van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor weigeren, indien er aanwijzingen zijn dat de verklaringen bedoeld in paragraaf 1, onjuist zouden zijn.

Art. 24. Het bedrijfsrevisorenkantoor in vereffening kan slechts gedurende één jaar in het openbaar register ingeschreven blijven, te rekenen vanaf de datum van de ontbinding. Het wordt van rechtswege doorgehaald in het openbaar register bij het verstrijken van deze periode.

HOOFDSTUK 6. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 25. Het koninklijk besluit van 30 april 2007 betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren en het openbaar register wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 26. De periode bedoeld in artikel 21, § 3, begint slechts te lopen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit jegens de bedrijfsrevisor die vóór de inwerkingtreding van dit besluit wordt vermeld in het openbaar register in de hoedanigheid van "tijdelijk verhinderd bedrijfsrevisor".

Art. 27. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2017/40498]

25 JUILLET 2017. — Arrêté ministériel de rejet de la demande de reconnaissance de la commune de Sivry-Rance comme centre touristique en exécution de l'arrêté royal du 16 juin 2009 exécutant l'article 17, deuxième alinéa, de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services

Le Ministre des Indépendants et des P.M.E.,

Vu la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, l'article 17, deuxième alinéa ;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 2009 exécutant l'article 17, deuxième alinéa, de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services ;

Vu la demande reçue le 19 mai 2017, introduite par la commune de Sivry-Rance, déclarée complète le 30 mai 2017 ;

Vu la demande d'avis adressée à la Région wallonne le 15 juin 2017 ;

Vu l'avis favorable de la Région wallonne, donné le 20 juillet 2017, en application de l'article 6, § 6bis, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu l'avis favorable du Commissariat général au Tourisme du 14 juillet 2017 auquel l'avis favorable précité de la Région wallonne fait référence ;

Considérant que la commune de Sivry-Rance fait la preuve que l'accueil touristique est assuré par un organisme agréé par le Commissariat général au Tourisme, à savoir l'Office communal du Tourisme ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2017/40498]

25 JULI 2017. — Ministerieel besluit tot verwerping van de aanvraag tot erkenning van de gemeente Sivry-Rance als toeristisch centrum in uitvoering van het koninklijk besluit van 16 juni 2009 tot uitvoering van artikel 17, tweede lid, van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening

De Minister van Zelfstandigen en K.M.O.'s,

Gelet op de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, artikel 17, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 2009 tot uitvoering van artikel 17, tweede lid, van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening;

Gelet op de aanvraag ingediend door de gemeente Sivry-Rance op 19 mei 2017, volledig verklaard op 30 mei 2017;

Gelet op de adviesaanvraag verzonden aan het Waals Gewest op 15 juni 2017.

Gelet op het gunstig advies van het Waals Gewest, gegeven op 20 juli 2017, in toepassing van artikel 6, § 6bis, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het gunstig advies van het Commissariaat-generaal voor Toerisme van 14 juli 2017 waar het voormelde gunstig advies van het Waals Gewest naar verwijst.

Overwegende dat de gemeente Sivry-Rance bewijst dat het toeristisch onthaal verzekerd wordt door een instelling die erkend is door het Commissariaat-generaal voor Toerisme; zijnde het 'Office communal du Tourisme';